

ANTICIPATIONS ÉNERGÉTIQUES ET INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS L'INDUSTRIE DE L'ETHANOL AU BRÉSIL

Georges Flexor*

Les relations d'interdépendances entre matrice énergétique et développement économique sont complexes et insuffisamment analysées. Pour exemplifier ce problème, il suffit de rappeler que, pendant le siècle XX, les énergies fossiles, le pétrole en particulier, ont constitué le principal pilier de l'offre mondiale d'énergie primaire en raison de leurs abondances et de leurs multiples applications. Néanmoins, les coûts de prospection et d'extraction du pétrole, et des autres combustibles fossiles, ont augmenté de manière rapide récemment; par ailleurs, la distribution mondiale des réserves de pétrole est inégale, se concentrant surtout au Moyen-Orient, un espace géopolitique particulièrement instable. Ces incertitudes quant à la trajectoire future des cours du pétrole peuvent provoquer, à court/moyen terme, des effets macroéconomiques indésirables pour les gouvernements. Il est nécessaire, enfin, de rappeler l'importance des enjeux associés au réchauffement global qui, bien que traversé par d'intenses controverses scientifiques, stimule déjà une révision des paramètres structurants les politiques énergétiques. Ces facteurs sont sources d'incertitudes et, en conséquence, modifient les attentes des décideurs quant à l'avenir de la matrice énergétique globale.

Dans ce contexte "chaud", de nouvelles technologies comme les piles à hydrogène seront seulement mises en oeuvre à large échelle quand leurs efficacités techniques et économiques seront séductrices; à court terme, les alternatives technologiques déjà expérimentées représentent

des solutions crédibles pour les gouvernements et les entrepreneurs. Le programme nucléaire, par exemple, que beaucoup considéraient dépassé il y a peu de temps de cela, redevient une option attrayante, incitant de nombreux investissements ces dernières années. Différemment, la production d'éthanol comme l'a montré l'expérience brésilienne offre une solution énergétique capable de substituer une partie de la demande de pétrole. Étant donné la place des automobiles dans notre civilisation, la centralité de cette industrie dans l'économie globale et les perspectives de stagnation ou de diminution de l'offre de pétrole dans un avenir proche, il n'est pas lieu de s'étonner que l'éthanol occupe une place privilégié dans le débat sur les alternatives énergétiques, produisant un ensemble d'anticipations que ce bref article cherche à aborder à partir de la récente vague d'investissements étrangers dans la filière éthanol au Brésil.

Depuis 2004, quand les prix du pétrole ont commencé à augmenter de manière accentués, la filière éthanol brésilienne connaît un profond processus de réorganisation productive soutenu aussi bien par des groupes nationaux qu'étrangers. Les formes d'entrée des capitaux étrangers sont variées et leurs intérêts économiques sont hétérogènes. L'acquisition d'actifs brésiliens est un des modes d'entrée privilégié par les firmes multinationales. Des géants de l'agroalimentaire, telle que la française Louis Dreyfus, ont choisie cette stratégie pour renforcer leurs participations dans la filière sucre/éthanol. Une telle stratégie, facilitée par la fragmentation de l'in-

dustrie sucrière brésilienne, permet aussi à des entreprises qui jusqu'à alors n'opéraient pas sur ces marchés une entrée rapide et peu risquée. En outre, ces entreprises possèdent souvent des compétences opérationnelles dans le commerce de "commodities" et les investissements réalisés sont simples et faciles à intégrer à leurs activités principales.

Une autre stratégie adoptée par les entreprises multinationales est l'établissement de partenariats avec des firmes brésiennes. Pour des groupes déjà engagés dans le commerce international de sucre et d'alcool, comme c'est le cas, par exemple, du géant américain Cargill qui s'est associé à la "trading" brésilienne Crystalsev, cette option permet de mettre en oeuvre des ressources complémentaires - telles que la connaissance des marchés internationaux, la gestion d'une logistique mondiale et un tissu de fournisseurs locaux - et des gains d'échelle. Il s'agit là aussi d'une stratégie peu risquée et qui pourrait rapporter gros si le marché global de l'éthanol se développe rapidement.

Par contre, pour des groupes étrangers qui n'ont pour le moment aucune insertion dans le tissu agro-industriel brésilien, comme c'est le cas de "tradings" japonaises ou chinoises, le partenariat est une façon de minimiser les risques associés au manque de connaissance des règles et pratiques entrepreneuriales brésiennes. Pour les usines brésiennes, s'allier avec des groupes étrangers représente une bonne occasion d'accéder aux marchés internationaux. Comme divers pays, en Asie et ailleurs, semblent décidés à prendre des mesures visant à ajouter quelques pourcentages d'éthanol à l'essence, il est probable que ce type de relations d'entreprises s'intensifient.

Il y a aussi la situation des entreprises de pays industrialisés qui ont signé le protocole de Kyoto, l'accord international sur la réduction des émissions des gaz à effet de serre: elles seront probablement incitées à investir dans la filière éthanol et, peut-être, au Brésil. C'est, par exemple, le cas des entreprises japonaises comme le montre le récent partenariat entre le groupe Mitsui et le pétrolier brésilien Petrobras autour de projets d'investissements dans la filière éthanol. Un aspect intéressant de cette relation d'entreprise est qu'elle souligne le défi logistique du commerce international d'éthanol, une dimension cruciale pour l'approvisionnement global et la crédibilité de la filière brésilienne.

Dans ce mouvement de diversification des intérêts étrangers, l'entrée de fonds d'in-

vestissements représente une nouveauté très récente. Plus que de nouveaux investissements dans un secteur dans pleine expansion, les initiatives de ce type d'organisations signalent un changement des anticipations énergétiques. En effet, quand des icônes du marché financier global décident de parier sur des actifs qu'ils ignoraient il y a encore peu de temps de cela, ou quand des fonds sont soulevés avec facilité pour investir dans l'acquisition d'usines dans un pays en développement, cela indique une certaine confiance dans l'avenir et dans les profits que ces décisions pourront obtenir. Il est probable que la l'abondante liquidité internationale qui a marqué les marchés financiers globaux avant la crise actuelle du marché "subprime" ait stimulé ce type d'opérations. Mais cela n'est pas suffisant pour justifier l'entrée de fonds d'investissements étrangers dans la filière éthanol brésilienne, et on ne peut pas nier que le volume de capital investi est un signe de changement des anticipations sur l'avenir de la matrice énergétique globale.

Les impacts de la présence croissante des entreprises multinationales et des intérêts financiers dans l'industrie sucrière/éthanol brésilienne manquent d'analyses. Néanmoins, nous pouvons souligner quelques dynamiques émergentes qui semblent orienter ce processus. En premier lieu, les exportations d'alcool, qui augmentent depuis 2004, devraient s'intensifier, malgré la possible diminution des importations de pays comme les Etats Unis ou l'apparition de nouveaux concurrents. La mise en oeuvre du protocole de Kyoto, les conditions d'offre de pétrole et la possibilité d'ajouter un pourcentage d'éthanol à l'essence sans changements technologiques spécifiques semblent des forces suffisantes pour stimuler la croissance des exportations d'éthanol brésilien.

Au plan interne, les investissements étrangers vont probablement accélérer le processus de réorganisation productive déjà en cours. Depuis 2005, par exemple, la vague d'acquisition a déjà impliqué plus de 20 usines, plus de la moitié desquelles ont été achetées par des groupes étrangers. Comme l'industrie sucrière/éthanol est encore très fragmentée, le processus de consolidation devrait se prolonger quelques temps encore. Ce processus incite l'achat de nouveaux équipements et la construction d'usines modernes permettant des gains d'échelle importants. La gestion des entreprises connaît aussi des changements importants avec l'arrivée de nouveaux professionnels et l'institutionnalisation de cours universitaires spécialisés. Ce

mouvement organisationnel est, par ailleurs, visible au niveau des groupes d'intérêts tel que l'Union des Industries de la Canne à Sucre (UNICA) qui a récemment entrepris un vaste effort de modernisation de ses cadres et modes opératoires.

La présence croissante des entreprises multinationales dans la filière sucre/éthanol a une conséquence non seulement sur la redéfinition de la relation Etat-Economie en terme de souveraineté et sécurité énergétique pour le Brésil, mais elle modifie aussi les dispositifs institutionnels et organisationnels qui soutiennent la filière productive. La centralité des normes internationales en ce qui concerne les pratiques environnementales, commerciales et, peut-être, travaillistes devrait s'intensifier et s'ajouter aux nouveaux paramètres du processus de réorganisation en cours. De manière concomitante, l'internationalisation de la filière éthanol va devenir plus complexe dans la mesure où les réseaux d'organisations ayant une capacité d'agir sur l'élaboration et la définition des normes est de plus en plus hétérogène. En effet, si l'internationalisation de la filière éthanol brésilienne est marquée par la présence d'entreprises transnationales désirant établir des règles et des normes capables de minimiser les incertitudes quant à l'offre d'éthanol dans l'avenir, elle incorpore aussi de nouveaux acteurs qu'ils soient des associations de producteurs agricoles étrangers, des consommateurs, des médias, des ONG's, des gouvernements étrangers et des institutions globales etc. Comme leurs valeurs, intérêts et croyances ne coïncident pas, ni entre eux ni avec les acteurs brésiliens, les jeux politiques, économiques et sociaux qui structurent l'environnement dans le-

quel sont discutés les attributs des futures normes du commerce international d'éthanol restent incertains et marqués par des relations de pouvoir asymétriques. Dans ce sens, il convient de se demander si les différentes organisations qui représentent actuellement les intérêts brésiliens, en particulier les syndicats de travailleurs agricoles, auront des capacités de participation aux discussions et exerceront des voix actives si cela est nécessaire.

Les anticipations concernant l'avenir de la matrice énergétique globale et la plus grande présence d'entreprises étrangères dans la filière éthanol brésilienne représentent de nouvelles et puissantes forces qui remodelent la dynamique du monde agricole dans ce pays. La complexité de ce processus mériterait de meilleures connaissances pour comprendre, par exemple, la diffusion de la logique énergétique dans le monde agricole, les conséquences sociales et économiques des investissements étrangers ou le rôle des politiques publiques dans la construction des dispositifs visant réguler ces processus. Avant vanter le rôle stratégique des héros de l'agroalimentaire brésilien ou tomber dans la critique classique du capitalisme, nous avons besoin de comprendre ce que ces changements d'anticipations énergétiques implique pour le Brésil.

* Professeur de l'Institut Multidisciplinaire (IM/UFRRJ) et du Centro de Pós-Graduação em Desenvolvimento e Agricultura (CPDA/UFRRJ) de l'Université fédérale Rural du Rio de Janeiro et membre de l'Observatoire de Politiques Publiques Pour l'Agriculture (OPPA: oppa@ufrj.br).

Coordinateur
Sergio Leite

Chercheurs

Georges Flexor, Jorge Romano, Leonilde Medeiros, Nelson Delgado, Philippe Bonnal, Renato S. Maluf e Lauro Mattei

Assistants de Recherche

Karina Kato e Silvia Zimmermann

Secrétaire

Diva de Faria

oppa Observatório de Políticas
Públicas para a Agricultura

cpda Programa de Pós-Graduação de Ciências Sociais
em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade
UFRRJ - Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro

Adresse: Av. Presidente Vargas, 417 / 8° andar
Centro - Rio de Janeiro - RJ CEP 20071-003

Téléphone: +55 21 2224 8577 - poste 214

Fax: +55 21 2224 8577 - poste 217

Courriel: oppa@ufrj.br

Site: www.ufrj.br/cpda

Appui



actionaid



Ministério do
Desenvolvimento Agrário

